

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3441

24 décembre 2015

### SOMMAIRE

1618 Investment Funds .....	165124	Foundation Whitestone For Charity A.s.b.l. .....	165131
ALC Financing & Trading S.A. ....	165168	GP Acquisition Holding S.à r.l. ....	165153
Alian S.A. ....	165167	GP Financial Services S.à r.l. ....	165128
Alima S.à r.l. ....	165168	Kaderma S.A. ....	165164
Alima S.à r.l. & Cie .....	165168	Kint4 S.A. ....	165164
All-Sport International SA, SPF .....	165153	KS Holding Group .....	165165
Amigo S.à.r.l. ....	165167	La Chamade S.A. ....	165166
AREIM Holding 1 S.à r.l. ....	165168	Lamda Investments S.A. ....	165166
Babcock & Wilcox Global Sales & Services .....	165159	Larkas S.A. ....	165167
Bainbridge Poland SCSp .....	165159	Lauze S.A. ....	165167
BBB Lux S.à r.l. ....	165160	Le Grand Chêne S.A. ....	165166
BL .....	165124	Lintgen 1 S.C.I. ....	165167
Black Phoenix S.A. ....	165160	LJ 51 S.à r.l. ....	165165
BL Fund Selection .....	165123	Luxaviation S.A. ....	165156
Bliss Quarter Holdings S.à r.l. ....	165159	LuxChallenger S.A. ....	165166
BlueBay Structured Funds .....	165161	Lux Fourstar S.à r.l. ....	165162
BlueBay Structured Funds .....	165161	Lux Labey Consulting S.à r.l. ....	165166
Blum Audit Conseil Courtage (B.A.C.C. Lux) S.A. ....	165160	Lux'Mburger S.A. ....	165166
BM Parts S.A. ....	165161	Lux'Mburger S.A. ....	165165
Brasserie des poulets s.à r.l. ....	165159	Macinvest S.A. ....	165165
Bureau d'Assurances KARTHEISER S.à r.l. .....	165160	MA. GA. Project and Financing S.A. ....	165163
BWXT Luxembourg .....	165161	Mena Advertising S.A. ....	165164
Caladan SPF, S.A. ....	165162	Morgan Stanley Chaldene S.à r.l. ....	165159
Caladan SPF, S.A. ....	165162	Pharus Sicav .....	165125
Canopea S.à r.l. ....	165163	Ravena Investment SA .....	165122
Capital Gestion .....	165122	Schroder GAIA II .....	165136
Captiva Capital (Luxembourg) S.à r.l. ....	165163	Sireo Immobilienfonds No. 4 Göteborg S.à.r.l. .....	165152
Càput International S.A. ....	165162	Sireo Immobilienfonds No. 4 London Stockley Park S.à r.l. ....	165152
Carinae Group S.A.-SPF .....	165163	Sireo Immobilienfonds No.4 SICAV-FIS ...	165152
Carshop International S.A. ....	165163	S.Stella SA .....	165127
Compagnie d'Investissement du Sud S.A. ....	165164	Whitestone For Charity .....	165134
Conseil Concept Cheminées S.à r.l. ....	165162	Zenit International S.A. ....	165122

**Zenit International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 113.273.

Messieurs les actionnaires de la ZENIT INTERNATIONAL S.A. sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES**

Qui aura lieu au siège social 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 08 janvier 2016 à 11 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
5. Nominations Statutaires.
6. Divers.

ZENIT INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2015206103/18.

---

**Ravena Investment SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 180.813.

Le Conseil d'Administration constate que les comptes annuels au 31 décembre 2014 n'étaient pas disponibles antérieurement et ils n'ont donc pas pu être approuvés à la date d'Assemblée Générale Statutaire soit le 15 juin 2015.

En outre, le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, en date du 25 janvier 2016 à 17 heures, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

- a. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ;
- b. Discussion sur le rapport de commissaire portant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ;
- c. Octroi de la décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice qui s'est clôturé le 31 décembre 2014 ;
- d. Affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice ;
- e. Mention quant à l'application de l'article 100 des LCSC ;
- f. Modification au sein du Conseil d'Administration et du commissaire ;
- g. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2015207916/1004/25.

---

**Capital Gestion, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.332.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 14 janvier 2016 à 14.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2015
3. Affectation des résultats et dividendes
4. Quitus aux Administrateurs

5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bd.l.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

En vue de participer à l'assemblée, les détenteurs d'actions au porteur émises sous forme physique (les " Actions au Porteur ") doivent remettre leurs Actions au Porteur auprès de European Fund Administration SA agissant en qualité de dépositaire de la SICAV (le " Dépositaire ") au sens de loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la " Loi de 2014 "), au moins cinq jours calendrier avant l'assemblée. La Loi de 2014 prévoit que les actionnaires qui détiennent eux-mêmes des Actions au Porteur doivent les remettre pour immobilisation au Dépositaire à la suite de quoi les actionnaires concernés seront inscrits au registre des Actions au Porteur tenu par le Dépositaire. Pour immobiliser leurs Actions au Porteur auprès du Dépositaire, les détenteurs d'Actions au Porteur doivent se présenter à la Banque de Luxembourg, 14 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, agissant en qualité d'agent spécialement désigné par le Dépositaire et déposer lesdites Actions au Porteur avec les documents d'identité requis. Les droits (y compris les droits de vote et, le cas échéant, les droits aux distributions) associés aux Actions au Porteur qui n'ont pas été immobilisées auprès du Dépositaire avant le 18 février 2015 seront suspendus jusqu'à ce que lesdites actions aient été immobilisées auprès du Dépositaire. En outre, les Actions au Porteur qui n'auront pas été remises et immobilisées auprès du Dépositaire avant le 18 février 2016 seront automatiquement rachetées et annulées conformément à la Loi de 2014. Le prix de rachat sera déposé auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg, au profit de la personne ou des personnes en mesure d'apporter la preuve qu'elle(s) est(sont) en droit de le recevoir. Les actionnaires détenant leurs actions sous forme nominative ou sur un compte titres n'ont aucune démarche à effectuer.

Référence de publication: 2015207917/755/37.

---

#### **BL Fund Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.040.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV BL FUND SELECTION à  
l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le *14 janvier 2016* à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2015
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bd.l.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

En vue de participer à l'assemblée, les détenteurs d'actions au porteur émises sous forme physique (les " Actions au Porteur ") doivent remettre leurs Actions au Porteur auprès de European Fund Administration SA agissant en qualité de dépositaire de la SICAV (le " Dépositaire ") au sens de loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la " Loi de 2014 "), au moins cinq jours calendrier avant l'assemblée. La Loi de 2014 prévoit que les actionnaires qui détiennent eux-mêmes des Actions au Porteur doivent les remettre pour immobilisation au Dépositaire à la suite de quoi les actionnaires concernés seront inscrits au registre des Actions au Porteur tenu par le Dépositaire. Pour immobiliser leurs Actions au Porteur auprès du Dépositaire, les détenteurs d'Actions au Porteur doivent se présenter à la Banque de Luxembourg, 14 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, agissant en qualité d'agent spécialement désigné par le Dépositaire et déposer lesdites Actions au Porteur avec les documents d'identité requis. Les droits (y compris les droits de vote et, le cas échéant, les droits aux distributions) associés aux Actions au Porteur qui n'ont pas été immobilisées auprès du Dépositaire avant le 18 février 2015 seront suspendus jusqu'à ce que lesdites actions aient été immobilisées auprès du Dépositaire. En outre, les Actions au Porteur qui n'auront pas été remises et immobilisées auprès du Dépositaire avant le 18 février 2016 seront automatiquement rachetées et annulées conformément à la Loi de 2014. Le prix de rachat sera déposé auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg, au profit de la personne ou des personnes en mesure d'apporter

la preuve qu'elle(s) est(sont) en droit de le recevoir. Les actionnaires détenant leurs actions sous forme nominative ou sur un compte titres n'ont aucune démarche à effectuer.

Référence de publication: 2015207919/755/37.

---

**1618 Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 42.619.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV 1618 INVESTMENT FUNDS à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE qui se tiendra le *13 janvier 2016* à 9.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2015
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 -ifs.fds@bd.l.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2015207920/755/21.

---

**BL, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 45.243.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE qui se tiendra le *14 janvier 2016* à 14.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2015
3. Affectation des résultats et dividendes
4. Rémunération des Administrateurs
5. Quitus aux Administrateurs
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
7. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bd.l.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

En vue de participer à l'assemblée, les détenteurs d'actions au porteur émises sous forme physique (les " Actions au Porteur ") doivent remettre leurs Actions au Porteur auprès de European Fund Administration SA agissant en qualité de dépositaire de la SICAV (le " Dépositaire ") au sens de loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la " Loi de 2014 "), au moins cinq jours calendrier avant l'assemblée. La Loi de 2014 prévoit que les actionnaires qui détiennent eux-mêmes des Actions au Porteur doivent les remettre pour immobilisation au Dépositaire à la suite de quoi les actionnaires concernés seront inscrits au registre des Actions au Porteur tenu par le Dépositaire. Pour immobiliser leurs Actions au Porteur auprès du Dépositaire, les détenteurs d'Actions au Porteur doivent se présenter à la Banque de Luxembourg, 14 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, agissant en qualité d'agent spécialement désigné par le Dépositaire et déposer lesdites Actions au Porteur avec les documents d'identité requis. Les droits (y compris les droits de vote et, le cas échéant, les droits aux distributions) associés aux Actions au Porteur qui n'ont pas été immobilisées auprès du Dépositaire avant le 18 février 2015 seront suspendus jusqu'à ce que lesdites actions aient été immobilisées auprès du Dépositaire. En outre, les Actions au Porteur qui n'auront pas été remises et immobilisées auprès du Dépositaire avant

le 18 février 2016 seront automatiquement rachetées et annulées conformément à la Loi de 2014. Le prix de rachat sera déposé auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg, au profit de la personne ou des personnes en mesure d'apporter la preuve qu'elle(s) est(sont) en droit de le recevoir. Les actionnaires détenant leurs actions sous forme nominative ou sur un compte titres n'ont aucune démarche à effectuer.

Référence de publication: 2015207921/755/38.

**Pharus Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 90.212.

The shareholders of PHARUS SICAV are hereby informed that the First Extraordinary General Meeting of the Company held on the 4<sup>th</sup> of December 2015 was not quorate and did not validly deliberate on the proposed Agenda items. The shareholders of the Company are hereby convened to attend a

**SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of the Company (the "Reconvened Meeting"), which will be held at the registered office of the Company, on the *11th of January 2016* at 02:00 p.m (Luxembourg time) to deliberate and vote on the following agenda:

*Agenda:*

1. Amendment of Article 3 of the Articles of Incorporation in order to update the reference to the applicable fund legislation. The new text of Article 3 of the Articles of Incorporation will read as follows:  
The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.  
The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its object to the full extent permitted by the law of 17th December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "Law").
2. Amendment of Article 7 of the Articles of Incorporation in order to add the below described options of the Board:  
In addition the board of directors may restrict or prevent the ownership of shares by any US person and/or any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company or its shareholders, may result in a breach of any applicable law or regulation (whether Luxembourg or foreign) or may expose the Company or its shareholders to liabilities (including regulatory or tax liabilities and any other tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of FATCA requirements) or any other disadvantages that it or they would not have otherwise incurred or been exposed to;  
Further the board of directors may restrict the issue and/or transfer of share classes reserved to institutional investors until sufficient evidence is received that the investor duly qualifies as an institutional investor within the meaning of Article 174 of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law"); and  
In this respect the board of directors or any duly appointed agent may further decide to compulsorily redeem shares the subscription of which would not be made in accordance with the Prospectus or whose wired subscriptions amounts would not be sufficient to cover the relevant subscription price.
3. Re- statement of Article 10 of the Articles of Incorporation which should in future read as follows:  
The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the fifteenth Day in the month of February at 10:00 a.m. (Luxembourg time).  
If the aforementioned day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next Luxembourg bank business day. In this context, "bank business day" refers to the normal bank business days (i.e. each day on which banks are open during normal business hours) in Luxembourg, with the exception of individual, non-statutory rest days.  
Additional, extraordinary general meetings may be held at locations and at times set out in the notices of meeting. Convening notices to general meetings shall be made in the form prescribed by law. The convening notices to general meetings may provide that the quorum and the majority requirements at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise the voting rights attaching to his/her shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date. The convening notices will be announced to shareholders in accordance with the statutory regulations and, if appropriate, in additional newspapers to be laid down by the Board of Directors.  
If all shareholders are present or represented and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without convening notice of meeting in accordance with the foregoing conditions.  
The Board of Directors may determine all other conditions to be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the shareholders agree to another agenda.

Each full share of whatever sub-fund and/or whatever share class of sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person ('representative') by his power-of-attorney ('proxy') in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post, facsimile, mail or any other similar means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice to the meeting.

Decisions affecting the interests of all shareholders in the Company will be made at the general meeting while decisions affecting only the shareholders in a particular sub-fund and/or particular class of sub-fund will be made at the general meeting of that sub-fund and/or share class of sub-fund.

Unless otherwise provided by law or in these Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shares present or represented.

The shareholders in a sub-fund or share class of sub-fund may hold general meetings at any time to decide matters relating exclusively to that sub-fund or share class of sub-fund.

The provisions in this Article shall apply accordingly to such general meetings.

Each full share of whatever sub-fund or share class of sub-fund is entitled to one vote pursuant to the provisions of Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholder by appointing another person ('representative') by his power-of-attorney ('proxy') in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Unless otherwise provided for by law or in the current Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by simple majority of the shares present or represented at the meeting.

All resolutions of the general meetings of the Company that change the rights of the shareholders in a particular sub-fund and/or share class of sub-fund in relation to the rights of shareholders in another sub-fund and/or share class of sub-fund will be submitted to the shareholders in this other sub-fund and/or share class of sub-fund pursuant to Article 68 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time.

4. Amendment of Article 15 of the Articles of Incorporation in order to, inter alia:
  - to adequately reflect the current state of interpretation of the investment policy and restrictions possible to be implemented and followed by undertakings for collective investment be compliant with the 2010 Law.
  - in order to provide the Company with the authority to perform cross-sub-fund investments.
  - in order to adequately reflect the applicable risk diversification rules.
  - To add specific rules in order to add the possibility to for the establishment of sub-funds of the Company as master / feeder structures.
5. Re-statement of the conflicts of interest determination undertaken under Article 16 of the Articles of Incorporation in order to, inter alia:
  - to adequately reflect the current state of interpretation of conflicts of interest treatments.
6. Addition of the following sentence under Article 19 of the Articles of Incorporation:
  - The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law.
7. Addition of a new Article 21 of the Articles of Incorporation in order to adequately reflect the required proceedings of
  - Liquidation and merger of sub-funds; Conversions of existing sub-funds in Feeder-UCITS and Conversions of sub-funds established as Master-UCITS
  - Mergers of the Company or of sub-funds with another UCITS or sub-funds thereof; Mergers of one more sub-funds
  - Conversions of existing sub-funds in Feeder-UCITS and changes of sub-funds established as Master-UCITS as foreseen by current applicable laws and regulations.
8. Amendment of the former Article 27 now Article 28, due to the addition of Article 21, being the Article determining the proceedings of
  - Dissolution of the Company
  - Liquidation of the Company
  - as foreseen by current applicable laws and regulations.
9. Amendment of the text of a number of Articles of the Articles of Incorporation with effect as of the 11th of January 2016, in order to implement the changes as required by the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law"), implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 (the "UCITS IV Directive"), and in particular to (not exhaustive summary):
  - replace any reference to the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law dated 17 December 2010 on undertakings to collective investment;
  - insert specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure; and

- amend the provisions regarding liquidations, mergers and conversions of sub-funds in order to implement the rules of the 2010 Law with regard to liquidation of sub-funds and its classes, mergers of the Company or of sub-funds with another UCITS or sub-funds thereof, mergers of one or more sub-funds, as well as conversions of existing sub-funds in feeder-sub-funds and changes of sub-funds established as master-UCITS.
- 10. General restatement of the Articles of Incorporation in order to reflect the preceding items, to harmonize the terminology and definitions used throughout the Articles and to ensure consistency with those contained in the Company's prospectus resolve that the English version of the Articles of Incorporation will be the prevailing text.

The draft of the fully restated Articles is available at the registered office of the Company.

#### VOTING

In order to deliberate validly at the Meeting, the resolutions have to be passed by the favourable vote of the majority of two thirds of the votes present or represented at the Meeting. Each share entitles to one vote. The majority at the Reconvened Meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the Meeting, i.e., the 5th of January 2016, the "Record Date". The rights of a shareholder to attend the Reconvened Meeting and to exercise a voting right attaching to his/her/its shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

The Domiciliation Agent of the Company is Edmond de Rothschild (Europe) S.A.

Shareholders may vote in person or by proxy.

The shareholders who cannot attend the Reconvened Meeting may appoint a proxy who need not necessarily be a shareholder of the Company to attend and vote at the Reconvened Meeting on its/his/her behalf. To be valid, a proxy has to be received on the 5th January 2016 by 06:00 p.m. (Luxembourg time) by fax: +00352 24 88 8491 or e-mail [m.keller@edr.com](mailto:m.keller@edr.com), at the latest at the Domiciliation Agent of the Company referenced above. The proxy form may be requested at the same address.

An executed Proxy Card does not hinder a shareholder to attend in person and vote at the Reconvened Meeting.

Référence de publication: 2015196428/755/140.

#### **S.Stella SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 100A, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.365.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à:

#### l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra devant notaire M. Wersandt Carlo, au 12 rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, le 31 décembre 2015 à 14.00 heures avec l'ordre du jour suivant :

#### *Ordre du jour:*

1. Annulation de l'augmentation du capital qui a eu lieu en date du 21 mai 2010, et restauration de l'ancien capital social de quarante mille euros (EUR 40.000,-) représenté par quatre cents (400) actions d'une valeur nominale de cent (EUR 100.-) chacune,
2. Annulation des 2.700 actions qui furent émises lors de l'augmentation du capital du 21 mai 2010,
3. Restitution à l'actionnaire apporteur de son apport, à savoir la pleine propriété des immeubles résidentiels sis à Pianiga (Venise) - Italie - Via Provinciale Nord, inscrits et identifiés auprès de l'administration compétente responsable du cadastre comme suit:  
Cadastre des Bâtiments  
Commune de Pianiga (Venise) - Italie  
Section Unique - folio 14  
- Parcelle 534 sub 1, Via Provinciale Nord, plan T-1, catégorie A/3, classe 2, pièces 5,5, R.C. Euro 244,28;  
- Parcelle 534 sub 2, Via Provinciale Nord, plan T-1, catégorie A/3, classe 2, pièces 5,5, R.C. Euro 244,28;  
- Parcelle 534 sub 4, Via Provinciale Nord, plan T-2, catégorie A/3, classe 2, pièces 5,5, R.C. Euro 244,28;  
- Parcelle 534 sub 7, Via Provinciale Nord, catégorie C/6, classe 3, mc 14, R.C. Euro 18.80;  
- Parcelle 534 sub 9, Via Provinciale Nord, catégorie C/6, classe 3, mc 14, R.C. Euro 18.80;  
- Parcelle 534 sub 12, Via Provinciale Nord, catégorie C/6, classe 3, mc 14, R.C. Euro 18.80.
4. Modification subséquente de l'article 5, premier alinéa, des statuts,
5. Divers.

Luxembourg, 16/12/2015

Référence de publication: 2015202160/30.

**GP Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.442.200,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.791.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth of December.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

GP Acquisition Holding S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, with a share capital of one million one hundred sixty thousand nine hundred ninety-two Euro (EUR 1.160.992,00) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155945,

here represented by Marie DUPUIS, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 7, 2015. The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "GP Financial Services S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186791, established pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary then residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated on May 1, 2014, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* under number 1816, dated on July 11, 2014 and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of the same notary dated on July 31, 2014, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 2812 dated on October 8, 2014.

The Company adopted a merger proposal (the Merger Proposal) pursuant to a deed of the undersigned notary dated October 30, 2015, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* under number 3050 of November 7, 2015 in accordance with article 262 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and according to which the Company shall merge with GP Acquisition Holding S.à r.l., prenamed (the Absorbed Company), and together with the Company, the Merging Companies), by way of absorption of the latter (the Merger).

Pursuant to extraordinary resolutions to be taken by its sole shareholder and to be enacted pursuant to a deed of the undersigned notary on the date hereof, the Absorbed Company has purely and simply approved the Merger Proposal and acknowledged that the Merger shall have the following consequences *ipso jure*:

- i. the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Company, and *vis-à-vis* third parties, of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company;
- ii. the cessation of the Absorbed Company, which is dissolved without liquidation;
- iii. the cancellation of all the shares of the Absorbed Company;
- iv. all other consequences, as listed in the Merger Proposal.

*Resolutions*

I. The sole shareholder resolves to acknowledge and ratify the completion of the following preliminary conditions to the Merger:

- i. The boards of managers of each of the Merging Companies have adopted the Merger Proposal, which has been notarized and published in accordance with article 262 of the Law.
- ii. The documents provided for by article 267 of the Law have been deposited at the Company's registered office one month prior to the date hereof.
- iii. The undersigned notary has, pursuant to article 271 (2), first paragraph of the Law, verified and certified the existence and the validity of the legal acts and formalities required of the Merging Companies.

II. The sole shareholder resolves to approve the Merger Proposal and the Merger described therein, pursuant to which the Company shall merge with the Absorbed Company by way of absorption, so that the Absorbed Company shall contribute to the Company all its assets and all its liabilities, without any restriction or limitation.

III. The sole shareholder resolves to acknowledge the approval of the Merger by the sole shareholder of the Absorbed Company, that the Merger is therefore final, and acknowledges that the Merger, by virtue of its approval, has the following consequences *ipso jure*:

- i. the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Company, and *vis-à-vis* third parties, of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company;
- ii. the cessation of the Absorbed Company, which is dissolved without liquidation;
- iii. the cancellation of all the shares of the Absorbed Company;



iv. all other consequences, as listed in the Merger Proposal.

As a result, the sole shareholder acknowledges that the Company is the full and unencumbered legal owner of all the goods contributed by the Absorbed Company by virtue of the Merger as from the date hereof, and that it has the legal and beneficial enjoyment of the same goods as from the date hereof as well.

IV. The sole shareholder resolves, in compliance with the Merger Proposal, to increase the Company's share capital by an amount of one hundred Euro (EUR 100,00) in order to raise it from its present amount of one million four hundred forty-two thousand one hundred Euro (EUR 1.442.100,00) to one million four hundred forty-two thousand two hundred Euro (EUR 1.442.200,00) by the creation and issuance of two (2) new shares with a nominal value of fifty Euro (EUR 50,00) each, vested with the same right and obligation as the existing shares (the New Shares), together with the related share premium in the amount of seven hundred thousand one hundred seventeen Euro and eleven cents (EUR 700.117,11) to the sole shareholder of the Absorbed Company to the sole benefit of the sole shareholder.

Thereupon intervened the sole shareholder of the Absorbed Company, GP Finance Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twenty thousand United States Dollars (USD 20.000,00) and registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173462, here represented by Marie DUPUIS, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 7, 2015. The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

GP Finance Holdings S.à r.l., prenamed, through its proxyholder, declares to subscribe for the New Shares.

V. The shareholders resolve to amend article 5 of the Company's articles of association so that it shall henceforth read as follows:

**Art. 5.** The subscribed share capital is set at one million four hundred forty-two thousand two hundred Euro (EUR 1.442.200,00), represented by twenty-eight thousand eight hundred forty-four (28.844) shares with a nominal value of fifty Euro (EUR 50,00) each.

#### CERTIFICATE OF MERGER FULFILMENT

The undersigned notary certifies that:

- i. the Merger has been made in compliance with all laws and regulations applicable in the Grand-Duchy of Luxembourg,
- ii. all formalities, bailments or publications (except for the publication of this deed) relating thereto have been lawfully and completely fulfilled,
- iii. between the Merging Companies, the merger takes effect as from the date hereof by virtue of article 272 of the Law, and with accounting effect as of November 30, 2015.
- iv. towards third parties, the merger shall be binding as from the date of the publication of the present deed in the *Mémorial C*, *Recueil des Sociétés et Associations*, in compliance with article 273 (1) of the Law.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

GP Acquisition Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, un capital social un million cent soixante mille neuf cent quatre-vingt-douze Euros (EUR 1.160.992,00) et enregistrée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155945,

ici représenté par Marie DUPUIS, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 décembre 2015. Laquelle procuration, après avoir été signée *ne varietur* par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «GP Financial Services S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 2-4 rue Eugène

Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 186791, constituée par acte de Maître Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 1<sup>er</sup> mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1816, en date du 11 juillet 2014 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du même notaire en date du 31 juillet 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2812, en date du 8 octobre, 2014.

La Société a adopté un projet de fusion (le Projet de Fusion) en vertu d'un acte notarié reçu par le notaire instrumentant le 30 Octobre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3050 du 7 novembre 2015 conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), et selon lequel la Société doit fusionner avec GP Acquisition Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, un capital social d'un million cent soixante mille neuf cent quatre-vingt-douze Euro (EUR 1.160.992,00) et enregistrée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155945 (la Société Absorbée, et avec la Société, les Sociétés Fusionnantes), par absorption de cette dernière (la Fusion).

Suivant les résolutions extraordinaires de son associé unique dont le procès-verbal sera établi en la forme authentique par le notaire instrumentant ce jour même, la Société Absorbée a approuvé purement et simplement le Projet de Fusion et reconnu que la Fusion entraîne de plein droit les effets suivants:

- i. la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société, qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif la Société Absorbée à la Société;
- ii. la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée;
- iii. l'annulation de l'ensemble des parts sociales la Société Absorbée;
- iv. toutes autres conséquences énumérées au Projet de Fusion.

#### *Résolutions*

I. L'associé unique décide de prendre note et de ratifier l'accomplissement des conditions préliminaires à la Fusion suivantes:

- i. Les conseils de chacune des Sociétés Fusionnantes ont adopté le Projet de Fusion, lequel a été établi sous la forme authentique et publié conformément à l'article 262 de la Loi.
- ii. Les documents visés à l'article 267 de la Loi ont été déposés au siège de la Société un mois au moins avant la date des présentes.
- iii. Le notaire soussigné a, conformément à l'article 271 (2), premier alinéa de la Loi, vérifié et attesté l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes.

II. L'associé unique décide d'approuver le Projet de Fusion et la Fusion y décrite, aux termes desquels la Société fusionne par voie d'absorption avec la Société Absorbée, laquelle apporte à la Société tous ses éléments d'actifs et passifs, sans restriction ni limitation.

III. L'associé unique décide de reconnaître l'approbation de la Fusion par l'associé unique de la Société Absorbée, et dès lors le caractère définitif de la Fusion, et reconnaît que la Fusion entraîne de plein droit les effets suivants:

- i. la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société, qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif la Société Absorbée à la Société;
- ii. la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée;
- iii. l'annulation de l'ensemble des parts sociales la Société Absorbée;
- iv. toutes autres conséquences énumérées au Projet de Fusion.

Dès lors, l'associé unique reconnaît que la Société est définitivement propriétaire des biens qui lui ont été apportés par la Société Absorbée dans le cadre de la Fusion à compter de ce jour et qu'elle a la jouissance desdits biens à compter également de ce jour.

IV. L'associé unique décide, conformément au Projet de Fusion, d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cent Euro (EUR 100,00) pour le porter de son montant actuel...un million quatre cent quarante-deux mille cent Euros (EUR 1.442.100,00) à un million quatre cent quarante-deux mille deux cents Euros (EUR 1.442.200,00) par la création et l'émission de deux (2) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cinquante Euros (EUR 50,00) avec la prime d'émission correspondante d'un montant de sept cent mille cent dix-sept Euros et onze centimes (EUR 700.117,11) au profit de l'associé unique de la Société Absorbée, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les Nouvelles Parts), au seul bénéfice de l'associé unique de la Société Absorbée.

Sur ce intervient l'associé unique de la Société Absorbée, GP Finance Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante au Grand-Duché du Luxembourg ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, un capital social de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,00) et enregistrée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173462, ici représenté par Marie DUPUIS, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 décembre 2015. Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

GP Finance Holdings S.à r.l., prénommée, par l'intermédiaire de son mandataire, déclare souscrire aux Nouvelles Parts.  
V. Les associés décident de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société s'élève à un million quatre cent quarante-deux mille deux cents Euros (EUR 1.442.200,00) représenté par vingt-huit mille huit cent quarante-quatre (28.844) parts sociales ayant une valeur nominale de cinquante Euro (EUR 50,00) chacune»

#### CERTIFICAT DE RÉALISATION DÉFINITIVE DE LA FUSION

Le notaire instrumentant certifie que:

- i. La Fusion a été régulièrement réalisée conformément aux lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg;
- ii. Tous les dépôts, formalités ou publications (à l'exception de la publication du présent acte) y relatifs ont été régulièrement accomplis;
- iii. Entre les Sociétés Fusionnantes, la Fusion a acquis un caractère définitif à compter de ce jour en vertu de l'article 272 de la Loi, avec effet comptable au 30 novembre 2015;
- iv. A l'égard des tiers, la Fusion est régulièrement opposable à compter de la date de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'article 273 (1) de la Loi.

#### Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Dupuis, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 décembre 2015. Relation: EAC/2015/29126. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015200790/200.

(150225998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2015.

#### **Foundation Whitestone For Charity A.s.b.l., Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg F 10.627.

#### STATUTS

Les soussignées déclarent créer une association sans but lucratif, régie par les statuts ci-après et par la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique.

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association est dénommée FOUNDATION WHITESTONE FOR CHARITY A.s.b.l., en abrégé "FWFC".

**Art. 2.** Le siège de l'association est fixé à 28, boulevard Grande Duchesse Charlotte L- 1330 Luxembourg.

**Art. 3.** L'association est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** L'association a pour objet:

- de s'engager dans des oeuvres de charité, de défense de l'enfant et de la paix dans le Monde, sans considération politique et sans égard à la nationalité, à la race, au sexe ou à la religion.

- de favoriser et d'organiser toute rencontre et tout échange entre les personnes et toute autre organisation ou professionnel susceptible d'apporter directement ou indirectement des aides à l'objet de l'association et à ses besoins;

- de solliciter des contributions sous toutes ses formes, actifs mobiliers ou immobiliers, notamment mais non exclusivement auprès de ses membres, de tiers, ou d'organisations privées ou publiques tant nationales qu'internationales ou communautaires, en vue de recevoir, sous réserve du respect de la loi luxembourgeoise modifiée du 21 avril 1928, les fonds nécessaires au financement des coûts et dépenses de fonctionnement et de maintien de l'association et ainsi de promouvoir les échanges sur les aspects juridiques et éthiques et également des bonnes pratiques sur les stratégies en vue de la réalisation de son objet social,

- l'établissement d'un fonds permanent strictement utilisé pour l'accomplissement de l'objet de l'association tel que défini au présent article;

- de prendre toute mesure et de développer toute activité susceptible d'être directement ou indirectement utile à son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi luxembourgeoise modifiée du 21 avril 1928 relative aux associations sans but lucratif.

L'association peut recevoir l'assistance d'autres organisations ou peut contribuer à d'autres associations.

**Art. 5.** L'association se compose de trois membres fondateurs, à savoir:

- Madame Karine Vilret, de nationalité française, gérant de société, demeurant au 245, route d'Arlon L-1150 Luxembourg.

- Madame Miriam Wilson, de nationalité irlandaise, gérant de société, demeurant au 82 Val St Croix L-1370 Luxembourg.

- VILRET-AVOCATS Sàrl, RCS Lux B 170812 ayant son siège 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg, représentée par son gérant en fonction,

**Art. 6.** L'association peut accueillir en son sein de nouveaux membres, mais le nombre total des membres ne pourra en aucun cas être inférieur à trois (3). Tous les membres jouissent des droits et avantages prévus par la loi du 21 avril 1928 et disposent du droit de vote, à l'exception des membres d'honneur, des membres associés et des membres bienfaiteurs.

L'association se compose de quatre catégories de membres:

- membres;
- membres d'honneur;
- membres associés;
- membres bienfaiteurs;

**Art. 7.** Les candidatures de nouveaux membres font l'objet d'un examen par le conseil d'administration qui les accepte ou les rejette après étude de leur dossier.

**Art. 8.** Les cotisations annuelles des membres sont fixées par l'assemblée générale; elles ne peuvent être inférieures à EUR 15,- ni excéder EUR 125,-. Tout nouveau membre à l'exception des membres bienfaiteurs, acquitte un droit d'inscription unique de EUR 15,-, ainsi qu'une cotisation annuelle identique à celle des membres actuels.

**Art. 9.** Les ressources de l'association comprennent notamment, mais non exclusivement, le montant des droits d'entrée et des cotisations des membres, les subventions éventuelles de l'Etat, des communes et des collectivités publiques, les aides d'autres associations, le produit de la vente éventuelle d'articles promotionnels de l'association, les dons, ainsi que les ressources créées à titre exceptionnel.

À l'exception des ressources utilisées pour couvrir les frais de fonctionnement et de maintien de l'association, et sauf exception votée à l'unanimité par le Conseil d'administration, sur proposition du président, les ressources de l'association formeront un fonds permanent voué à l'accomplissement de l'objet de l'association.

L'association pourra utiliser ses ressources matérielles pour acquérir, posséder en pleine propriété ou prendre en location, tout bien mobilier ou immobilier qui pourrait être directement ou indirectement utile ou nécessaire à l'accomplissement de son objet.

**Art. 10.** Tout membre qui cesse de faire partie de l'association pour un motif quelconque perd l'ensemble des droits et avantages que confère l'association, les cotisations qui ont été versées restant acquises à l'association. S'il réintègre l'association, les conditions applicables sont les mêmes que pour les nouveaux membres.

**Art. 11.** L'association est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, pris parmi les membres actifs et élus par l'assemblée générale ordinaire et annuelle statuant à la majorité simple des voix des membres actifs présents ou représentés. L'assemblée générale déterminera également la durée de leur mandat. Les administrateurs sont rééligibles, ils sont toujours révocables par l'assemblée générale. En cas de vacance d'un siège, il sera pourvu au remplacement lors de la prochaine assemblée ordinaire.

Si la vacance porte cependant sur deux ou plusieurs sièges, le conseil d'administration cooptera le nombre nécessaire d'administrateurs provisoires dont la nomination sera mise aux voix lors de la prochaine assemblée générale ordinaire: jusqu'à cette cooptation, les administrateurs restants gardent les mêmes pouvoirs que si le conseil était au complet. Le ou les administrateurs ainsi cooptés par le conseil achèvent le mandat de celui ou de ceux qu'ils remplacent.

**Art. 12.** Le conseil d'administration désignera dans son sein un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Le président représente l'association et en dirige les travaux. Il préside aux débats du conseil d'administration. En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président.

Le conseil peut s'adjoindre soit temporairement, soit définitivement, des personnes, choisies parmi les membres ou parmi des tiers, qu'il charge d'une mission spéciale ou auxquelles il donne le statut d'observateur. Ces personnes n'ont toutefois que voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

**Art. 13.** Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige. Il ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de partage des voix, celle du président ou de

celui qui le remplace, est prépondérante. Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans les procès-verbaux qui sont signés par le président et le secrétaire.

**Art. 14.** Les droits, pouvoirs et responsabilités des administrateurs sont réglés par les articles 13 et 14 de la loi du 21 avril 1928. Le conseil d'administration a les pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus pour la gestion des affaires de l'association qu'il représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi est de sa compétence. Il peut notamment acquérir, vendre, hypothéquer les immeubles de l'association, contracter des emprunts et accepter tous dons et legs sous réserve des autorisations prévues par la loi. Cette énumération n'est pas limitative, mais énonciative. A l'égard des tiers, l'association sera valablement engagée par la signature du président ou de son représentant, ainsi que celle du secrétaire ou du trésorier, sans que ceux-ci aient à justifier d'aucune délibération, autorisation ou autre pouvoir spécial. Les actions judiciaires sont intentées ou soutenues au nom de la seule association.

**Art. 15.** Le conseil peut déléguer, sous sa responsabilité, ses pouvoirs à un ou à plusieurs de ses membres. Il peut également, suivant les besoins, investir de certains de ses pouvoirs des comités techniques, composés d'administrateurs ou de membres ou même de personnes qui ne sont pas membres de l'association. Le conseil d'administration sera en charge d'établir le règlement intérieur, notamment les qualités de membres. Le non-respect de ce règlement sera le cas échéant constitutif d'une faute grave pour le membre qui s'en rend coupable, l'association se réserve le droit d'initier toute poursuite contre l'un de ses membres ou ancien membre qui lui aura causé un préjudice du fait de la violation de son règlement intérieur.

**Art. 16.** L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres. Les articles 4 à 12 de la loi du 21 avril 1928 règlent les attributions de l'assemblée générale. Les convocations sont faites par le conseil d'administration au moyen de convocations écrites, adressées aux associés huit jours au moins avant l'assemblée; elles contiendront l'ordre du jour.

**Art. 17.** Tous les membres ont un droit de vote égal dans les assemblées générales à l'exception des membres d'honneur, des membres associés et des membres bienfaiteurs qui ne disposent pas du droit de vote. Tout membre peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire ayant lui-même droit de vote, moyennant une procuration écrite, sans qu'il soit cependant permis à un associé de représenter plus d'un membre. L'assemblée générale décide par vote à main levée ou au secret. Le vote est secret lorsque des personnes y sont impliquées. Le conseil d'administration fixe chaque année dans le courant du mois de décembre la date de l'assemblée générale ordinaire qui devra se dérouler au courant des mois de janvier ou de février de l'année suivante et à l'ordre du jour de laquelle doit être portée l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et du budget du prochain exercice. Après approbation des comptes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs.

**Art. 18.** L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou à son défaut, par le vice-président. Les délibérations des assemblées générales sont régies par les articles 7 et 8 de la loi du 21 avril 1928. Aucune résolution portant sur un objet ne figurant pas à l'ordre du jour ne peut être prise, à moins qu'elle ne vise des questions d'administration de l'association et qu'elle ne réunisse les deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

**Art. 19.** Les ressources de l'association se composent notamment:

- a) des cotisations des membres;
- b) des dons ou legs faits en sa faveur;
- c) des subsides et subventions;
- d) des intérêts et revenus généralement quelconques.
- e) des revenus du patrimoine,
- f) des revenus d'activités développées par l'association dans le cadre de son objet.

Cette énumération n'est pas limitative.

**Art. 20.** L'année sociale commence le premier janvier et prend fin le trente et un décembre de chaque année. Exceptionnellement le premier exercice commence aujourd'hui et finira le trente et un décembre deux mille seize. A la fin de l'année, le conseil d'administration arrête les comptes de l'exercice écoulé et dresse le budget du prochain exercice, aux fins d'approbation par l'assemblée générale ordinaire, conformément aux prescriptions de l'article 13 de la loi du 21 avril 1928.

**Art. 21.** Les comptes sont tenus et réglés par un trésorier, membre du conseil. Chaque mouvement devra être justifié par une facture ou autre pièce comptable à l'appui. Les livres, les comptes et la caisse feront l'objet d'au moins un contrôle annuel. L'excédent favorable appartient à l'association.

**Art. 22.** La modification des statuts se fait d'après les dispositions des articles 4, 8 et 9 de ladite loi du 21 avril 1928.

**Art. 23.** La dissolution et la liquidation de l'association sont régies par les articles 18 à 25 de la loi du 21 avril 1928. En cas de dissolution volontaire de l'association, le conseil d'administration fera fonction de liquidateur. En cas de dissolution l'actif net sera affecté, après apurement du passif à la CROIX ROUGE et à l'UNICEF. Au cas où cette destination ne pourrait être réalisée, l'actif net sera affecté à une fondation luxembourgeoise, à une association sans but lucratif reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal ou à une fondation ayant son siège dans un autre Etat-membre de l'Union euro-

péenne ou de l'Association européenne de Libre Echange et poursuivant un but identique ou semblable à celui de la présente association.

**Art. 24.** Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 précitée sont applicables pour tous les cas non prévus par les présents statuts.

Fait en autant d'exemplaires que de parties à Luxembourg, le 15 décembre 2015.

VILRET AVOCATS Sàrl

Karine Vilret / Miriam Wilson

*Membres fondateurs*

Référence de publication: 2015204526/145.

(150230433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2015.

**Whitestone For Charity, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg E 5.811.

Les soussignées,

- Madame Karine Vilret, de nationalité française, gérant de société, demeurant au 245, route d'Arlon L-1150 Luxembourg.

- VILRET-AVOCATS Sàrl, RCS Lux B 170812 ayant son siège 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L- 1330 Luxembourg, représentée par son gérant en fonction,

ont arrêté comme suit les statuts d'une société civile particulière, qu'ils déclarent constituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société, qui est une société civile particulière, a pour objet exclusif l'exploitation, la gestion et la mise en valeur d'un patrimoine en vue de les transférer à la Foundation Whitestone for Charity A.s.b.i., Association sans but lucratif en cours de constitution, sans préjudice de toutes mesures susceptibles de favoriser soit directement, soit indirectement la réalisation de cet objet.

**Art. 2.** La société prend la dénomination de «WHITESTONE FOR CHARITY, société civile particulière».

**Art. 3.** Le siège statutaire de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par décision des associés. La décision de transférer le siège dans un pays étranger requiert une décision unanime des associés.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée déterminée de un an.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à 100,- (dix Euro), représenté par 100 parts d'intérêts d'une valeur de 1,- (un Euro) chacune.

Les 1.00 parts d'intérêts ont été souscrites comme suit:

1.- VILRET-AVOCATS Sàrl, prénommée quatre-vingt-dix-neuf parts . . . . .	99
2.- Madame Karine Vilret, prénommée, une part . . . . .	1
Total: cent parts . . . . .	100

**Art. 6.** Chaque part d'intérêt confère à l'associé dans le fonds social et dans la répartition des bénéfiques, le droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts d'intérêts existantes.

Les associés, dans leurs rapports internes, supportent dans la même proportion les dettes de la société.

Vis-à-vis des tiers, toutefois, les associés seront tenus des engagements sociaux, conformément à l'article 1863 du Code civil.

**Art. 7.** Les parts d'intérêts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par des associés représentant au moins les trois quarts des parts d'intérêts.

Les parts d'intérêts ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés.

L'exercice des droits afférents aux parts d'intérêts du défunt est conféré à ses exécuteurs testamentaires régulièrement institués jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Le prix de rachat des parts d'intérêts se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années. S'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé forfaitairement et sans recours, par un collège de trois experts-arbitres.

Les cessions entre vifs s'opèrent par acte notarié ou sous seing privé. Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société par exploit d'huissier ou acceptées par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du Code civil.

**Art. 8.** Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société qui pourra suspendre les droits y attachés tant que l'indivision perdure ou en cas de désaccord entre nu-proprétaire et usufruitier:

Les héritiers et légataires de parts d'intérêts ou les créanciers d'un associé ne peuvent, pour l'exercice de leurs droits, sous aucun prétexte requérir l'apposition de scellés sur les documents, valeurs et biens de la société.

**Art. 9.** La société est administrée par un administrateur nommé par les associés. L'administrateur est nommé pour un terme déterminé ou indéterminé. Même nommé pour un terme déterminé, l'administrateur est révocable à tout moment par décision des associés.

**Art. 10.** L'administrateur est investi des pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus pour la réalisation de l'objet social.

A l'égard des tiers, la société se trouve toujours valablement engagée par la signature de l'administrateur qui n'a pas à apporter la preuve d'une délibération préalable des associés.

L'administrateur peut conférer à toutes personnes des pouvoirs spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Chaque associé a un droit illimité de surveillance et de contrôle concernant les affaires de la société.

**Art. 11.** Les assemblées générales des associés se réunissent à la suite d'une convocation émanant soit de l'administrateur, soit de deux associés.

Les avis de convocation contiennent obligatoirement l'ordre du jour.

Les convocations des associés à une assemblée ont lieu au moyen de lettres recommandées à la poste, adressées aux associés, huit jours au moins à l'avance, formalité à laquelle les associés peuvent renoncer.

Un associé peut se faire représenter à une assemblée générale par un mandataire, associé ou non, muni d'un pouvoir spécial.

Chaque part d'intérêts donne droit à une voix aux assemblées, sans limitation.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des votants.

Si toutefois une assemblée générale extraordinaire est appelée à apporter une modification au pacte social, elle n'est régulièrement constituée que si la moitié au moins de toutes les parts d'intérêt est dûment représentée. La décision requiert une majorité des trois quarts des parts présentes ou représentées.

Les assemblées générales régulièrement constituées représentant l'universalité des associés et les décisions qu'elles prennent valablement, obligent tous les associés.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les associés présents.

**Art. 12.** L'année sociale s'étend du exceptionnellement du 15 décembre 2015 au trente et un décembre de l'année 2016.

**Art. 13.** Ni le décès, ni l'interdiction, ni la faillite, ni la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un associé ou de l'administrateur n'entraînent la dissolution de la société.

**Art. 14.** En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation s'opérera par les soins de l'administrateur alors en fonction, sauf décision contraire des associés prise à la majorité simple des voix.

**Art. 15.** Pour tout ce que les présents statuts ne prévoient pas, les articles 1382 et suivants du Code civil sont applicables.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant, les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se sont reconnus dûment convoqués et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- Est nommé administrateur pour une durée indéterminée, VILRET-AVOCATS Sàrl, préqualifiée.
- 2.- L'adresse de la société est fixée à L- 1330 Luxembourg, 28, boulevard Grande Duchesse Charlotte.

Fait à Luxembourg, en trois exemplaires, le 15 décembre 2015.

VILRET-AVOCATS S.à. r.l  
28, boulevard G.D. Charlotte  
B.P. 1328  
L-1030 LUXEMBOURG  
Karine Vilret

Référence de publication: 2015205039/90.

(150230434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2015.

**Schroder GAIA II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Höhenhof.

R.C.S. Luxembourg B 202.381.

---

**STATUTES**

In the year two thousand and fifteen, on the tenth of December.

Before us, Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

**THERE APPEARED:**

Schroder Investment Management (Luxembourg) S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with Registre de Commerce et des Sociétés under number B 37.799, having its registered office at 5, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg, here represented by Noel FESSEY, director, professionally residing at Senningerberg and Nathalie WOLFF, director, professionally residing at Senningerberg, by virtue of a proxy hereto attached.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which they wish to incorporate with the following articles of incorporation:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name and form.** There exists a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of Schroder GAIA II (hereinafter the "Company"). The Company is an alternative investment fund (an "AIF") within the meaning of the directive of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on alternative investment fund managers and amending Directive 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) N° 1060/2009 and (EU) N° 1095/2010 and of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as amended from time to time (the "2013 Law").

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

2.2 The Company may take any measures and conduct any operations which it may deem useful for the achievement and development of its purpose in accordance with part II of the Luxembourg law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment as may be amended from time to time (the "2010 Law").

**Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

**Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg in the municipality of Niederanven in the Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

4.3 Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

**B. Share capital - Shares - Net asset value****Art. 5. Share capital.**

5.1 The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at all times be equal to the net asset value of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 8 hereof). The share capital of the Company shall thus vary ipso iure, without any amendment to these articles of incorporation and without compliance with measures regarding publication and entry into the Trade and Companies Register.

5.2 The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the 2010 Law. Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment ("UCI") under Luxembourg law.



5.3 The Company is incorporated with an initial share capital of thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) represented by thirty-one (31) fully paid-up shares.

5.4 For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be euros (EUR).

#### **Art. 6. Shares.**

6.1 The shares of the Company are in registered form.

6.2 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

#### **Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.**

7.1 A register of shares shall be kept by the Company or one of its delegates, and shall be available for inspection by any shareholder. The register shall contain all the information required by the law of 1915 concerning commercial companies as amended ("1915 Law"). Ownership of shares is established by registration in said share registers.

7.2 The Company may recognise several holders per share. In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders for all purposes, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion. If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered in the register of shares.

7.3 Every shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the register of shares. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shares and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shares by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.4 The shares are, as a rule, freely transferable in accordance with the provisions of the law and the issuing documents of the Company (the "Issuing Documents"). When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, shares held by such shareholder may only be transferred, pledged or assigned in accordance with the provisions of the Issuing Documents. Any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise, unless otherwise foreseen by the Issuing Documents. This condition may be waived by the Company, if deemed in the best interest of the Company and its shareholders. In addition every transfer or assignment shall be entered into the share register only upon payment of a customary fee as shall have been approved by the board of directors for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

7.5 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives and (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

#### **Art. 8. Sub-Funds.**

8.1 The Company may, at any time, create different sub-funds corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (hereinafter referred to as a "Sub-Fund"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their duration if it sees fit.

8.2 As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund(s). The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

8.3 In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the board of directors may decide that part or all of the assets of one or more Sub-Funds will be co-managed with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes as further described in the Issuing Document.

8.4 Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Issuing Documents, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

8.5 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in euros (EUR), be converted into euros (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

8.6 Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class of shares making up this Sub-Fund.

8.7 Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Issuing Documents, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder fund or as a master fund, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder Sub-Fund or (iii) change the master sub-fund of any of its feeder Sub-Funds.

#### **Art. 9. Classes of shares.**

9.1 The Company may decide to issue one or more classes of shares for each Sub-Fund.

9.2 Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature. There may be accumulation and distribution shares.

9.3 Within each Sub-Fund (having a specific investment policy), further classes of shares having specific sale, redemption or distribution charges (a "sales charge system") and specific income distribution policies or any other features may be created as the board of directors may from time to time determine and as disclosed in the Issuing Documents.

9.4 Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

9.5 The Company may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders and without reserving to the existing shareholders a preferential right of subscription of the shares to be issued. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the Issuing Documents shall be updated accordingly.

#### **Art. 10. Issue of shares.**

10.1 Subject to the provisions of the 2010 Law, the Company is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

10.2 The Company may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the Company may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issuing Documents.

10.3 The Company may determine any subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the Issuing Documents.

10.4 Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines determined by the Company and reflected in the Issuing Documents. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Company and reflected in the Issuing Documents.

10.5 The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the board of directors and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the independent auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, if issued, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the board of directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

10.6 The Company may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

10.7 The board of directors may also determine the notice period, if any, required for lodging any subscription request of any specific class or classes of shares. The specific period for payment of the subscription proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the Issuing Documents relating to the purchase of such shares.

10.8 Any request for subscription shall be irrevocable except in the event of a suspension or deferral of dealing in accordance with article 15. In the absence of revocation, subscription will occur as of the first dealing day after the end of the suspension or deferral.

#### **Art. 11. Redemption and conversion of shares.**

11.1 As is more specifically prescribed below, the Company has the power to redeem or convert its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

11.2 Any shareholder may at any time request the redemption or conversion of all or part of his shares by the Company. Any redemption or conversion request must be filed by such shareholder in irrevocable written form (or a request evidenced by any electronic means deemed acceptable by the Company), subject to the conditions set out in the Issuing Documents, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption or conversion of shares, and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

11.3 The Company shall not proceed with the redemption or conversion of shares in the event that the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the 2010 Law as a result of such redemption.

11.4 The redemption price and payment modalities shall be determined in accordance with the rules and guidelines determined by the Company and reflected in the Issuing Documents. The relevant redemption price may be rounded down to the nearest unit of the relevant currency and such rounding to accrue to the benefit of the Company.

11.5 The board of directors may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption or conversion request of any specific class or classes of shares. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the Issuing Documents relating to the sale or conversion of such shares.

11.6 If, as a result of any request for redemption or conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Company, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption or conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. In addition, the Company may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Company and to be published in the Issuing Documents.

11.7 Furthermore, if, with respect to any given dealing day (as defined in article 13 hereof), redemption and conversion requests for any class of shares in a Sub-Fund exceed a certain amount or percentage of the net asset value of such Sub-Fund, such amount and percentage being fixed by the board of directors from time to time and disclosed in the Issuing Documents, the board of directors may decide that part or all of such redemption and/or conversion requests will be deferred for a period and in a manner that the Company considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant dealing day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests and in the order that requests were initially received.

11.8 The board of directors may extend the period for payment of redemption proceeds to such period, not exceeding thirty bank business days, as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of a Sub-Fund are invested or in exceptional circumstances where the liquidity of a Sub-Fund is not sufficient to meet the redemption requests. Payment of the redemption proceeds will be effected in the reference currency of the relevant class of shares or in such other freely convertible currency as disclosed in the Issuing Documents.

11.9 The Company may redeem shares whenever the Company considers redemption to be in the best interests of the Company.

11.10 In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 12 "Limitations on the ownership of shares" herein.

11.11 The Company shall have the right, if the Company so determines and subject to the principle of equal treatment of shareholders, to satisfy in kind the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. Such redemptions in kind are only acceptable to the Company if the total net asset value of the shares to be redeemed in a Sub-Fund is at least ten million (10,000,000) euros or an equivalent amount in another currency, unless otherwise determined from time to time by the board of directors. The assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant Sub-Fund(s). The valuation used shall be confirmed by a special report of an independent auditor. The costs of any such transfers, in particular the cost of the special audit report shall be borne by the transferee or by a third party but will not be borne by the Company unless the board of directors considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

11.12 The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

11.13 Any request for redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension or deferral of dealing in accordance with article 15. In the absence of revocation, redemption or conversion will occur as of the first Valuation Day (as defined in article 13) after the end of the suspension or deferral.

11.14 All shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

#### **Art. 12. Limitations on the ownership of shares.**

12.1 The Company may refuse to issue and decline to register any transfer of shares to any natural person or legal entity if the Company considers that this ownership may violate the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country or the requirements of any governmental authority, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company, as specified in the Issuing Documents.

12.2 The Company may at any time require any person whose name is entered in the register of shares to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company.

12.3 In such instance, the Company may also proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company.

The following procedure shall be applied:

12.3.1 The Company shall send a redemption notice to the relevant shareholder possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the shareholder by recorded delivery letter to his last known address. From the close of business on the day specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the shares previously held or owned shall be cancelled.

12.3.2 The redemption price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed shall be determined in accordance with the rules determined by the Company in accordance with Article 13 of these articles of incorporation and reflected in the Issuing Documents. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

12.4 The Company may decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

12.5 In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" shall have the same meaning as in the Issuing Documents as amended from time to time.

12.6 In addition to the foregoing, the board of directors may restrict the issue and transfer of a class of shares to institutional investors as defined by the 2010 Law ("Institutional Investor(s)"). The board of directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for a class of shares reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of a class of shares reserved for Institutional Investors is not an Institutional Investor, the board of directors will convert the relevant shares into shares of a class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a class with similar characteristics) and which is essentially identical to the restricted class in terms of its investment object (but, for avoidance of doubt, not necessarily in terms of the fees and expenses payable by such class), unless such holding is the result of an error of the Company or its agents, or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this article. The board of directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse to allow any transfer of shares to be entered into the register of shares in circumstances where such transfer would result in a situation where a class of shares restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

12.7 In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds a class of shares restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the board of directors, the other shareholders of the relevant class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

### **Art. 13. Net asset value.**

13.1 The net asset value, the subscription price and redemption price of the shares in every Sub-Fund of the Company, shall be determined at least once a month and expressed in the currency(ies) decided upon by the Company. The Company shall decide the days by reference to which the assets of the Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

13.2 The board of directors reserves the right to allow the net asset value of each Sub-Fund to be calculated more frequently, as further specified in the Issuing Documents, or otherwise alter dealing arrangements on a permanent or a

temporary basis, for example, where the board of directors considers that a material change to the market value of the investments in one or more Sub-Funds so demands. The Issuing Documents will be amended following any such permanent alteration, and shareholders will be informed accordingly.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, notes, debenture stocks, debt instruments and claims arising from loans, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Company or the relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the Company or the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Company or the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written off; and
- all other assets whatever their nature.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the management company, the investment manager, the depositary and any other representatives and agents of the Company;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;
- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions or reserves authorised or approved by the Company covering among others liquidation expenses; and
- all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the board of directors shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its management company, investment advisers or investment managers, director's fees and reasonable out of pocket expenses accountants, auditors, depositary, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees related to listing to shares of the Company on any stock exchange, fees related to the shares of the Company being quoted on another regulated market, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operational expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex.

13.3 The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely (in the view of the Company) to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- the value of such securities, financial derivative instruments and assets will be determined on the basis of the prices at the close of market on the Valuation Day as provided in the Issuing Documents, on the stock exchange or any other regulated market on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or other assets are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other regulated market, the board of directors shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provisions of prices of securities or assets.
- if a security is not traded or admitted on any official stock exchange or any regulated market, or in the case of securities so traded or admitted the last available price of which does not reflect their true value, the board of directors is required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.
- the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative.

The reference to fair value shall be understood as a reference to the amount for which an asset could be exchanged, or a liability be settled, between knowledgeable, willing parties in an arm's length transaction. The reference to reliable and

verifiable valuation shall be understood as a reference to a valuation, which does not rely only on market quotations of the counterparty and which fulfils the following criteria:

(a) the basis of the valuation is either a reliable up to market value of the instrument, or, if such value is not available, a pricing model using an adequate recognised methodology;

(b) verification of the valuation is carried out by one of the following:

(i) an appropriate third party which is independent from the counterparty of the over the counter ("OTC") derivative, at an adequate frequency and in such a way that the Company is able to check it;

(ii) a unit within the Company which is independent from the department in charge of managing the assets and which is adequately equipped for such purpose.

- units or shares in open ended UCI shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such UCIs.

- liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

- any assets or liabilities in currencies other than the Sub-Fund currency as further defined in the Issuing Documents will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other recognised financial institution.

- the swaps are valued at their fair value based on the underlying securities (at close of business or intraday) as well as on the characteristics of the underlying commitments.

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the board of directors in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

13.4 The board of directors, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets.

13.5 Where necessary, the fair value of an asset is determined by the board of directors, or by a designee of the board of directors.

13.6 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the Issuing Documents.

13.7 In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (for instance avoidance of market timing practices), the board of directors may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing to adjust the value of the Company's assets, as further described in the Issuing Documents.

13.8 Adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

13.9 For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates. The net asset value may be adjusted as the board of directors or its delegate may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholder transactions.

13.10 A dilution levy may be imposed on deals as specified in the Issuing Documents. If on any dealing day the aggregate transactions in shares of a Sub-Fund result in a net increase or decrease of shares which exceeds a threshold set by the board of directors from time to time for that Sub-Fund (relating to the cost of market dealing for that Sub-Fund), the net asset value of the Sub-Fund will be adjusted by an amount set by the board of directors from time to time and disclosed in the Issuing Documents which reflects both the estimated fiscal charges and dealing costs that may be incurred by the Sub-Fund and the estimated bid/offer spread of the assets in which the Sub-Fund invests. The adjustment will be an addition when the net movement results in an increase of all shares of the Sub-Fund and a deduction when it results in a decrease.

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the net asset value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

13.10.1 The board of directors may allocate material expenses, after consultation with the auditors of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

- upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

13.10.2 If there have been created, as more fully described in article 9 hereof, within the same class of shares two or more sub-classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such sub-classes.

13.10.3 Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each class of shares within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

13.10.4 In addition there may be held within each pool on behalf of one specific or several specific classes of shares, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or classes specific liabilities.

13.10.5 The proportion of the portfolio which shall be common to each of the classes related to a same pool and which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

13.10.6 The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant class;

3) if in respect of one class the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class.

13.11 For the purpose of valuation under this article:

- any shares of the Company to be redeemed in accordance with article 11 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

- all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the net asset value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of the relevant class of shares; and

- effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable. However, the board of directors reserves the right to allow the net asset value per share of each class of shares to be calculated more frequently than provided by the offering documents of the Company, or to otherwise alter dealing arrangements on a permanent or a temporary basis, for example, where the board of directors considers that a material change to the market value of the investments in one or more classes of shares so demands.

13.12 The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

#### **Art. 14. Allocation of assets and liabilities among the Sub-Funds.**

14.1 The board of directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the board of directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The board of directors may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

14.2 A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the board of directors shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the board of directors considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

14.3 When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the board of directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

14.4 The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (*mutatis mutandis*) of article thirteen provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

14.5 Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

#### **Art. 15. Suspension of calculation of the net asset value.**

15.1 The Company may suspend or defer the calculation of the net asset value per share of any class of shares in any Sub-Fund and the issue and redemption of any shares in such Sub-Fund, as well as the right to switch shares of any class of shares in any Sub-Fund into shares of the same class of shares of the same Sub-Fund or any other Sub-Fund:

- during any period when any of the principal stock exchanges or any other regulated market on which any substantial portion of the Company's investments of the relevant class of shares for the time being are quoted, is closed, or during which dealings are restricted or suspended; or

- during any period when the determination of the net asset value per share of and/or the redemptions in the underlying investment funds representing a material part of the assets of the relevant Sub-Fund is suspended; or

- during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant Sub-Fund by the Company is impracticable; or

- during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current prices or values on any market or stock exchange; or

- during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the board of directors be effected at normal rates of exchange; or

- if the Company or a Sub-Fund or a share class is being or may be wound-up or merged on or following (i) the date on which notice is given of the meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or the relevant Sub-Fund or share class is proposed or (ii) the date on which the board of directors decides to wind up or merge a Sub-Fund or a share class; or

- if the board of directors has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Company attributable to a particular share class in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation; or

- during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment.

15.2 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified as appropriate, unless the board of directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

15.3 During a period of suspension or deferral, a shareholder may withdraw his request in respect of any shares not redeemed or switched, by notice in writing received by the management company (as further defined in article 26 hereof) before the end of such period.

15.4 The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds. Such suspension as to any Sub-Fund or any class of shares within a Sub-Fund will have no effect on the calculation of the net asset value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any Sub-Fund or any class within a Sub-Fund, unless these Sub-Funds or class of shares are also affected.

### **C. General meetings of shareholders**

#### **Art. 16. Powers of the general meeting of shareholders.**

16.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the 1915 Law and by these articles of incorporation.



16.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the "sole shareholder", depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

#### **Art. 17. Convening of general meetings of shareholders.**

17.1 A general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors.

17.2 It must be convened by the board of directors upon written request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from receipt of such request.

17.3 Shareholders will meet upon call by the board of directors pursuant to notice setting forth the agenda sent, in accordance with the applicable laws and regulations, at the shareholder's address in the register of shares. If and to the extent required by Luxembourg law, the notice shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in (a) Luxembourg newspaper(s) and in such other newspapers as the board of directors may decide. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting. At the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

17.4 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

#### **Art. 18. Conduct of general meetings of shareholders.**

18.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the last Tuesday in February at 11 am. If such day is a legal or banking holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the board of directors. Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

18.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. If all the shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to appoint only (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the "board of the meeting" shall in such case be construed as a reference to the "chairman and secretary" or, as the case may be to the "single person who assumes the role of the board of the meeting", depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

18.3 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

18.4 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

18.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders. The board of directors may determine other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

18.6 The board of directors may determine whether votes may be cast through voting forms sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication, as long as shareholders entitled to vote are treated equally. The shareholders entitled to vote by voting forms sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication may only use voting forms provided by the Company in the convening notice sent for the relevant general meeting and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the

decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the relevant shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

18.7 The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

**Art. 19. Quorum and vote.**

19.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares excluding fractional shares.

19.2 Except as otherwise required by the 1915 Law or these articles of incorporation, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

**Art. 20. Amendments of the articles of incorporation.**

20.1 Except as otherwise provided herein, these articles of incorporation may be amended by a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half (1/2) of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the 1915 Law and these articles of incorporation which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

20.2 If the Company is authorised by the Securities and Futures Commission of Hong Kong, the majority requirements mentioned hereinabove will be raised to 75 per cent of the shares present or represented. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to a vote in accordance with the said quorum and majority requirements, in respect of each such relevant class.

**Art. 21. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 22. Adjournment of general meetings of shareholders.** Subject to the provisions of the 1915 Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

**Art. 23. Minutes of general meetings of shareholders.**

23.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

23.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two (2) of its members.

**Art. 24. General meetings in Sub-Fund(s) or in class(es) of shares.**

24.1 The provisions of this Chapter C shall apply, mutatis mutandis, to the general meetings of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares.

24.2 Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast.

## **D. Management**

**Art. 25. Composition and powers of the board of directors.**

25.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members, who do not need to be shareholders of the Company.

25.2 A majority of the board of directors shall at all times comprise a majority of persons not resident for tax purposes in the United Kingdom. The directors shall be elected for a term not exceeding six years.

25.3 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the 1915 Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders.

**Art. 26. Daily management and delegation of powers.**

26.1 The board of directors from time to time may appoint the officers of the Company including a general manager, a secretary and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed unless otherwise stipulated in these articles shall have the powers and duties given to them by the board of directors. In addition the board of directors may delegate its power to conduct the daily management of the company as well as the representation of the Company in relation with

such daily management to one or more directors, officers or other agents, shareholders or not, acting individually or jointly. The board of directors may also delegate any of its powers, authorities and discretion to any committee, consisting of such person or persons (whether or not member or members of the board of directors) as it think fits, provided that the majority of the members of the committee are directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company, provided further that no delegations may be made to a resident of the United Kingdom. No meeting of any committee of the board of directors may take place in the United Kingdom and no such meeting will be validly held if the majority of the directors present or represented at that meeting are persons resident in the United Kingdom. The aforementioned appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

26.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

26.3 The Company will appoint a management company qualifying as an alternative investment fund manager ("AIFM") in compliance with the "2013 Law". Decisions with respect to the appointment and the removal of the AIFM are made by the board of directors, subject to the authorisation of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). It shall, subject to the overall supervision, approval and direction of the board of directors, provide portfolio management, liquidity management, risk and compliance management services and such other support as agreed from time to time, subject to the investment policies and objectives set out in the Issuing Documents.

26.4 In the event of non-conclusion or termination of the agreement entered into with the AIFM (to the extent it is part of the Schroders group) in any manner whatsoever, the Company will change its name promptly upon request of the AIFM to a name not resembling the one specified in article one of these articles of incorporation.

#### **Art. 27. Election, removal and term of office of directors.**

27.1 The directors shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

27.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years. Directors may be re-elected for successive terms.

27.3 Each director is elected by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

27.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

27.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

**Art. 28. Vacancy in the office of a director.** In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders, which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

#### **Art. 29. Convening meetings of the board of directors.**

29.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. However no meeting may take place in the United Kingdom.

29.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature of and the reasons for such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

29.3 No prior notice shall be required if all members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

#### **Art. 30. Conduct of meetings of the board of directors.**

30.1 The board of directors shall elect among its members a chairman and may choose from amongst its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

30.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

30.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

30.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. For the calculation of quorum and majority, the participation in a meeting by these means shall be equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

30.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least two directors are present or represented at a meeting of the board of directors and only if the majority of the directors so present or represented are persons not resident in the United Kingdom.

30.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

30.7 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his or her consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 31. Minutes of meetings of the board of directors.** The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the chairman pro tempore or by the secretary, or by any two (2) directors.

**Art. 32. Conflict of interest.**

32.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

32.2 For the avoidance of doubt, any director or officer of the Company who serves as a director, executive, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business relations, shall not, by reason of such affiliation with such company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters related to such contracts or business dealings.

32.3 In the event that any director or officer of the Company has any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall inform the board of directors of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction. Such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders. This paragraph shall however not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

32.4 The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors at its discretion.

**Art. 33. Investments and Restrictions.** The board of directors shall, based upon the principle of risk diversification, have the power to determine the corporate and investment policy of each Sub-Fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company. The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part II of the 2010 Law and any other applicable laws and regulations.

**Art. 34. Dealing with third parties.**

34.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

34.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

**Art. 35. Indemnification.**

35.1 The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors or administrators, against any liability, and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

35.2 No indemnification shall be provided to any director or officer (i) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct or (ii) in

the event of a settlement, except in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

35.3 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such director or officer.

35.4 Expenses in connection with the preparation and representation of a defense of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

#### **Art. 36. Termination, division and merger of Sub-Funds or classes of shares.**

36.1 In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund falls below the amount of EUR 50 million or its equivalent in another currency or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund falls below the amount of EUR 10 million or its equivalent in another currency or such amount determined by the board of directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund or, class to be operated in an economically efficient manner or if any economic or political situation would constitute a compelling reason therefore, or if required in the interest of the shareholders, the board of directors may decide to liquidate the relevant Sub-Fund or redeem all the shares of the relevant Sub-Fund, or class at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption or liquidation, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations or liquidation. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption or liquidation.

36.2 The board of directors may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide the reorganization of one class of shares, by means of a division into two or more classes in the Company or in another undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS") or UCI. Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new classes), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new share classes.

36.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depository of the Company until they are remitted with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

36.4 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another UCITS or UCI (whether subject to Luxembourg law or not), or to another sub-fund within such other UCITS or UCI (the "New Sub-Fund") and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the New Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the New Sub-Fund.

36.5 Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, the board of directors may decide to submit the decision relating to a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company to a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting,

#### **E. Audit and supervision**

**Art. 37. Auditor.** The Company shall have the accounting information contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by a general meeting of shareholders, which shall determine his remuneration.

#### **Art. 38. Depository.**

38.1 The Company and the AIFM will appoint a depository which meets the requirements of the 2010 Law and the 2013 Law.

38.2 The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law and the 2013 Law. In carrying out its role as depositary, the depositary must act solely in the interests of the investors.

38.3 Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company shall be, to the extent permitted by applicable law, expressly authorized to discharge in writing the depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.

#### **F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Distribution**

**Art. 39. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of October of each year and shall end on the thirtieth of September of the following year.

##### **Art. 40. Annual accounts.**

40.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

40.2 The accounts of the Company shall be expressed in euros (EUR) or such other currency or currencies, as the Company may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders.

##### **Art. 41. Distributions.**

41.1 The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the board of directors in respect of each class or classes of shares in respect of any Sub-Funds, determine how the annual net investment income shall be disposed of, or authorize the board of directors to declare distributions.

41.2 The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under article five hereof being maintained.

41.3 Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

41.4 Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

41.5 Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote, at a simple majority of the votes validly cast, of the shareholders of such class.

41.6 Interim dividends may at any time be paid on the shares of any class of shares upon decision of the board of directors.

41.7 Dividends may be reinvested on request of holders of shares in the subscription of further shares of the class to which such dividends relate.

41.8 The board of directors may decide that dividends be automatically reinvested for any class of shares unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends. However, no dividends will be distributed if their amount is below an amount to be decided by the board of directors from time to time and published in the Issuing Documents. Such amount will automatically be reinvested.

41.9 Payments of distributions to holders of registered shares shall be made by bank transfer or cheque to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

41.10 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time. The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

41.11 Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

41.12 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **G. Liquidation**

##### **Art. 42. Liquidation.**

42.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of incorporation, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

42.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders accordance with the Issuing Documents.

42.3 Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the 2010 Law, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

42.4 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the 2010 Law; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

42.5 The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

42.6 At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

### I. Applicable law

**Art. 43. Applicable law.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2010 Law and the 2013 Law.

#### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 30 September 2016.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2017.
3. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

#### *Subscription and payment*

The thirty-one (31) shares issued have been subscribed as follows:

Thirty-one (31) shares have been subscribed by Schroder Investment Management (Luxembourg) S.A., aforementioned, for the price of thirty-one thousand euros (EUR 31,000).

#### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for or referred to in articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law and expressly states that they have been complied with.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 4,000.

#### *Resolutions of the shareholders*

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 5 rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg.
2. The following persons are appointed as directors of the Company until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:
  - Eric Bertrand, Director, Vault 14, Level 2, Valletta Waterfront, FRN 1914, Floriana, Malta, born in Neuilly-sur-Seine, France, on 28 May 1960;
  - Mike Champion, Head of Product Development, Schroder Investment Management Limited, 31 Gresham Street, EC2V 7QA London, United Kingdom, born in Munster, Germany, on 24 April 1967;
  - Marie-Jeanne Chevremont-Lorenzini, Independent Director, 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg born in Rédange, France, on 3 May 1953;
  - Daniel De Fernando Garcia, Independent Director, Serrano 1, 28001 Madrid, Spain born in Granada, Spain, on 27 July 1965;
  - Claude Kremer, Partner, Arendt & Medernach, 41A, avenue J.F. Kennedy, 2082 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, born in Luxembourg, on 27 July 1956;
  - Achim Kuessner, Country Head Germany, Austria & CEE, Schroder Investment Management GmbH, Taunustor 2, 60311 Frankfurt, Germany, born in Bad Lauterbach, Germany, on 22 August 1965;
  - Ketil Petersen, Country Head Nordic Region, Schrodors Denmark Filial af Schroder Investment Management (Luxembourg) S.A. Store, Stranstraede 21, 1255 Copenhagen K, Denmark, born in Frederiksberg, Copenhagen, Denmark, on 17 April 1962;

Carlo Trabattoni, Head of Pan European Intermediary Distribution and GFIG, Schroder Investment Management Limited, 31 Gresham Street, EC2V 7QA London, United Kingdom, born in Seregno, Italy on 28 July 1958.

3. PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, having its registered office at L-2182 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator (RCS Luxembourg B 65477), is appointed as independent auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day specified in the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Signé: N. FESSEY, N. WOLFF et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 14 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/39650. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205929/926.

(150231210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

**Sireo Immobiliefonds No.4 SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 100.893.

**Sireo Immobiliefonds No. 4 London Stockley Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 127.194.

**Sireo Immobiliefonds No. 4 Göteborg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 127.825.

Concerns: Merger by absorption between,

1) Sireo Immobiliefonds No. 4 SICAV-FIS, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 100 893, incorporated by a deed enacted on 24 May 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 595 of 10 June 2004, which articles of association have been subsequently amended and for the last time by a deed received by Maître Jean Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on 25 September 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2984 of 17 October 2014, hereinafter the "Absorbing Company".

2) Sireo Immobiliefonds No. 4 London Stockley Park S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 4a, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 127 194, incorporated by a deed enacted on 18 April 2007 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1188 of 18 June 2007, which articles of association have been subsequently amended and for the last time by a deed received by Maître Jean Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, dated 24 November 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 579 of 6 March 2012, hereinafter the "Absorbed Company 1".

3) Sireo Immobiliefonds No. 4 Göteborg S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 4a, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 127 825, incorporated by a deed enacted on 4 May 2007 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1331 of 2 July 2007, which articles of association have been subsequently amended and for the last time by a deed received by Maître Jean Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, dated 24 November 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 585 of 6 March 2012, hereinafter the "Absorbed Company 2",

The Absorbed Company 1 and the Absorbed Company 2 are all together hereinafter referred to as the "Absorbed Companies",

The Absorbing Company and the Absorbed Companies are hereinafter collectively referred to as the "Merging Companies".



The undersigned, Me ROGER ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, hereby certifies and agrees that:

(i) The undersigned notary is, pursuant to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), the competent public authority to establish a certificate in application of article 273 of the Law, which guarantees that the legal requirements of article 281 of the Law have been met.

(ii) (a) the Merging Companies have initiated a merger by absorption by which the Absorbing Company absorbs the Absorbed Companies with effect between the Merging Companies as of December 15, 2015 (the “Merger”);

(b) the common draft terms of merger between the Absorbing Company and the Absorbed Companies was enacted by a deed of the undersigned notary on October 23, 2015 was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (“Mémorial C”) under the number 2998 dated November 3, 2015 (the “Terms of Merger”);

(c) the publication of the Terms of Merger was completed at least one month before December 15, 2015;

(d) the documents referred to in Article 267 (1) of the Law, have been made available to the shareholders of the Absorbing Company at its registered office at least one month before the date hereof, as the Absorbed Companies’ shareholder recognizes and reports;

(e) the provisions of Article 264 c) apply;

(f) the publication of the present certificate in the Mémorial C gives effect to the Merger toward third parties.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. Luxembourg, December 16, 2015. ARRENSDORFF.

Référence de publication: 2015205934/57.

(150231012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

**All-Sport International SA, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 39.673.

*Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 14 décembre 2015, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.*

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 25 janvier 2016 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

*Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.*

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015207918/795/18.

**GP Acquisition Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 1.160.992,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.945.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth of December.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

GP Finance Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twenty thousand United States Dollars (USD 20.000,00) and registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173462,

here represented by Marie DUPUIS, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 7, 2015. The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name “GP Acquisition Holding S.à r.l.” (hereinafter, the Company), established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155945, established pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary then residing in Esch/Alzette, dated on September 13, 2010, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* under number 2466, dated on November 16, 2010, and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of the same notary dated on February 14, 2013, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 942 dated on April 19, 2013.

The Company adopted a merger proposal (the Merger Proposal) pursuant to a deed of the undersigned notary dated October 30, 2015, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* under number 3050 of November 7, 2015 in accordance with article 262 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and according to which the Company shall merge with and into GP Financial Services S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of one million four hundred forty-two thousand one hundred Euro (EUR 1.442.100,00) and registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186791 (the Absorbing Company, and together with the Company, the Merging Companies), by way of absorption of the Company by the Absorbing Company (the Merger).

Pursuant to extraordinary resolutions taken by its sole shareholder and enacted pursuant to a deed of the undersigned notary on the date hereof, the Absorbing Company has purely and simply approved the Merger Proposal and acknowledged that the Merger shall have the following consequences ipso jure:

- i. the universal transfer, both as between the Company and the Absorbing Company, and vis-à-vis third parties, of all the assets and liabilities of the Company to the Absorbing Company;
- ii. the cessation of the Company, which is dissolved without liquidation;
- iii. the cancellation of all the shares of the Company;
- iv. all other consequences, as listed in the Merger Proposal.

#### *Resolutions*

I. The sole shareholder resolves to acknowledge and ratify the completion of the following preliminary conditions to the Merger:

- i. The boards of managers of each of the Merging Companies have adopted the Merger Proposal, which has been notarized and published in accordance with article 262 of the Law.
- ii. The documents provided for by article 267 of the Law have been deposited at the Absorbing Company's registered office one month prior to the date hereof.
- iii. The undersigned notary has, pursuant to article 271 (2), first paragraph of the Law, verified and certified the existence and the validity of the legal acts and formalities required of the Merging Companies.

II. The sole shareholder resolves to approve the Merger Proposal and the Merger described therein, pursuant to which the Company shall merge with the Absorbing Company by way of absorption of the Company by the Absorbing Company, so that the Company shall contribute to the Absorbing Company all its assets and all its liabilities, without any restriction or limitation.

III. The sole shareholder resolves to acknowledge the approval of the Merger by the sole shareholder of the Absorbing Company, that the Merger is therefore final, and acknowledges that the Merger, by virtue of its approval, has the following consequences ipso jure:

- i. the universal transfer, both as between the Company and the Absorbing Company, and vis-à-vis third parties, of all the assets and liabilities of the Company to the Absorbing Company;
- ii. the cessation of the Company, which is dissolved without liquidation;
- iii. the cancellation of all the shares of the Company;
- iv. all other consequences, as listed in the Merger Proposal.

As a result, the sole shareholder acknowledges that the Absorbing Company is the full and unencumbered legal owner of all the goods contributed by the Company by virtue of the Merger as from the date hereof, and that the Absorbing Company has the legal and beneficial enjoyment of the same goods as from the date hereof as well.

v. The sole shareholder resolves to acknowledge that, in compliance with the Merger Proposal, the Absorbing Company has issued two (2) new shares to the sole shareholder at nominal value of fifty Euro (EUR 50,00) each for an aggregate amount of one hundred Euro (EUR 100,00), vested with the same right and obligation as the existing shares, together with the related share premium in the amount of seven hundred thousand one hundred seventeen Euro and eleven cents (EUR 700.117,11).

#### CERTIFICATE OF MERGER FULFILMENT

The undersigned notary certifies that:

- i. the Merger has been made in compliance with all laws and regulations applicable in the Grand Duchy of Luxembourg,

ii. all formalities, bailments or publications (except for the publication of this deed) relating thereto have been lawfully and completely fulfilled,

iii. between the Merging Companies, the merger takes effect as from the date hereof by virtue of article 272 of the Law, and with accounting effect as of November 30, 2015.

iv. towards third parties, the merger shall be binding as from the date of the publication of the present deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in compliance with article 273 (1) of the Law.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

GP Finance Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, un capital social de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,00) et enregistrée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173462,

ici représenté par Marie DUPUIS, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 décembre 2015. Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «GP Acquisition Holding S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 155945, constituée par acte de Maître Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché du Luxembourg en date du 13 septembre, 2010 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2466, en date du 16 novembre, 2010 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du même notaire en date du 14 février, 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 942, en date du 19 avril, 2013.

La Société a adopté un projet de fusion (le Projet de Fusion) en vertu d'un acte notarié reçu par le notaire instrumentant le 30 octobre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3050 du 7 novembre 2015 conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), et selon lequel la Société doit fusionner avec et dans GP Financial Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, avec un capital social...un million quatre cent quarante-deux mille cent Euros (EUR 1.442.100,00) et enregistré avec le Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 186791 (la Société Absorbante, et avec la Société, les Sociétés Fusionnantes), par absorption de la Société par la Société Absorbante (la Fusion).

Suivant les résolutions extraordinaires de son associé unique dont le procès-verbal a été établi en la forme authentique par le notaire instrumentant ce jour même, la Société Absorbante a approuvé purement et simplement le Projet de Fusion et reconnu que la Fusion entraîne de plein droit les effets suivants:

- i. la transmission universelle, tant entre la Société et la Société Absorbante, qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif la Société à la Société Absorbante;
- ii. la dissolution sans liquidation de la Société;
- iii. l'annulation de l'ensemble des parts sociales la Société;
- iv. toutes autres conséquences énumérées au Projet de Fusion.

#### *Résolutions*

I. L'associé unique décide de prendre note et de ratifier l'accomplissement des conditions préliminaires à la Fusion suivantes:

- i. Les conseils de gérance de chacune des Sociétés Fusionnantes ont adopté le Projet de Fusion, lequel a été établi sous la forme authentique et publié conformément à l'article 262 de la Loi.

ii. Les documents visés à l'article 267 de la Loi ont été déposés au siège de la Société Absorbante un mois au moins avant la date des présentes.

iii. Le notaire soussigné a, conformément à l'article 271 (2), premier alinéa de la Loi, vérifié et attesté l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes.

II. L'associé unique décide d'approuver le Projet de Fusion et la Fusion y décrite, aux termes desquels la Société fusionne avec la Société Absorbante par voie d'absorption de la Société par la Société Absorbante, de sorte que la Société apporte tous ses éléments d'actifs et passifs, sans restriction ni limitation, à la Société Absorbante.

III. L'associé unique décide de reconnaître l'approbation de la Fusion par l'associé unique de la Société Absorbante, et dès lors le caractère définitif de la Fusion, et reconnaît que la Fusion entraîne de plein droit les effets suivants:

i. la transmission universelle, tant entre la Société et la Société Absorbante, qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif la Société à la Société Absorbante;

ii. la dissolution sans liquidation de la Société;

iii. l'annulation de l'ensemble des parts sociales la Société;

iv. toutes autres conséquences énumérées au Projet de Fusion.

Dès lors, l'associé unique reconnaît que la Société Absorbante est définitivement propriétaire des biens qui lui ont été apportés par la Société dans le cadre de la Fusion à compter de ce jour et que la Société Absorbante a la jouissance desdits biens à compter également de ce jour.

IV. L'associé unique décide de reconnaître que, conformément au Projet de Fusion, la Société Absorbante a émis à l'associé unique deux (2) parts sociales nouvelles à valeur nominale de cinquante Euro (EUR 50,00) pour un montant total de cent Euro (EUR 100,00), avec une prime d'émission correspondante d'un montant de sept cent mille cent dix-sept Euros et onze centimes (EUR 700.117,11) en tant qu'associé unique de la société absorbée ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

#### CERTIFICAT DE RÉALISATION DÉFINITIVE DE LA FUSION

Le notaire instrumentant certifie que:

i. La Fusion a été régulièrement réalisée conformément aux lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg;

ii. Tous les dépôts, formalités ou publications (à l'exception de la publication du présent acte) y relatifs ont été régulièrement accomplis;

iii. Entre les Sociétés Fusionnantes, la Fusion a acquis un caractère définitif à compter de ce jour en vertu de l'article 272 de la Loi, avec effet comptable au 30 novembre 2015;

iv. A l'égard des tiers, la Fusion est régulièrement opposable à compter de la date de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'article 273 (1) de la Loi.

#### Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Dupuis, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 décembre 2015. Relation: EAC/2015/29127. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015206692/176.

(150230774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

#### **Luxaviation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 139.535.

L'an deux mille quinze, le quinzième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Blanche Moutrier notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire («l'AGE») des actionnaires de LUXAVIATION S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4A, rue Albert Borschette, L-1246

Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.535 (la «Société»), constituée par acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg en date du 13 juin 2008, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1722 du 12 juillet 2008. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Me Gérard Lecuit, préqualifié, en date du 31 mai 2013, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1946 du 10 août 2013.

L'AGE s'est ouverte à 14:30 CET et fut présidée par Me Arnaud Fostier, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg (le «Président») sur décision de l'AGE.

Selon les pouvoirs conférés par l'AGE au Président, ce dernier a nommé en tant que secrétaire, Me Jan Merckx, Avocat, résidant professionnellement à Luxembourg (le «Secrétaire»), et en tant que scrutateur Me Joana Cardoso, Avocate, résidant professionnellement à Luxembourg (le «Scrutateur»).

Le bureau de l'AGE ayant été ainsi constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant de déclarer ce qui suit:

I. Le capital social émis de la Société est fixé à dix-huit millions cent soixante mille euros (EUR 18.160.000) divisé en cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) actions d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune (les «Actions» et individuellement, une «Action»).

II. Les noms de l'actionnaire de la Société, présent ou représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence signée par l' actionnaire de la Société présent ou par le mandataire de l'actionnaire de la Société représenté, par les membres du bureau de l'AGE et par le notaire soussigné. Il résulte de cette liste de présence que cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) Actions étaient présentes ou représentées à cette réunion.

III. Chaque Action donne droit à un vote. Si l'on considère les points à l'ordre du jour de l'AGE tels qu'indiqués ci-dessous et conformément à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") et concernant les résolutions soumises au vote à l'ordre du jour ci-dessous, il existe un total de droits de vote de cent quatre-vingt et un mille six cent (181.600) Actions.

IV. Le quorum requis concernant l'ordre du jour ci-dessous étant de cent pour cent (100%) du capital social émis de la Société, la présente assemblée est dûment constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Élection du bureau de l'AGE.
2. Fixation du capital autorisé de la Société à un montant de trente millions cinq cent mille euros (EUR 30.500.000).
3. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter la résolution référencée au point 2 ci-dessus.
4. Divers.

Le Président a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'AGE a approuvé l'élection de Me Arnaud Fostier, Avocat à la Cour, en tant que président de l'AGE et de Me Joana Cardoso, Avocate, en tant que scrutateur de l'AGE ainsi que la délégation de pouvoir à chacun d'eux afin d'agir en tant que tels.

L'AGE a ensuite autorisé le Président, au nom et pour le compte de l'AGE, à nommer le Secrétaire parmi les personnes présentes à l'AGE.

Pour cette résolution, un total de cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) actions pour un total de cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) votes ont été valablement exprimés soit en personne, ou par le biais d'une procuration, représentant cent pour cent (100%) du nombre total d'Actions présentes ou représentées à l'AGE.

Cette résolution a été adoptée par vote unanime.

#### *Deuxième résolution*

L'AGE note que après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration de la Société établi en conformité avec l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, l'AGE décide de créer un capital autorisé pour la Société et de le fixer à un montant de trente millions cinq cent mille euros (30.500.000) représenté par trois cent cinq mille actions (305.000) d'une valeur nominale de cent euros (100.-EUR) chacune, et d'autoriser le conseil d'administration de la Société, pendant une période de cinq années à partir du jour de la publication du présent acte à augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé, avec émission de nouvelles actions, sans toutefois réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription sur les actions à émettre.

Compte tenu du paragraphe qui précède et considérant que la totalité du capital social de la Société est représenté par les actionnaires de la Société, l'assemblée générale renonce (i) aux avis de convocation étant donné que tous les actionnaires se considèrent dûment convoqués et déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, qui leur a été communiqué en avance, ainsi que (ii) les délais prévus en relation avec un des points exposés dans ledit ordre du jour étant donné que chacun d'entre eux se considère parfaitement informé en relation avec ces questions.

Pour cette résolution, un total de cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) actions pour un total de cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) votes ont été valablement exprimés soit en personne, ou par le biais d'une procuration, représentant cent pour cent (100%) du nombre total d'Actions présentes ou représentées à l'AGE.

Cette résolution a été adoptée par vote unanime.

#### *Troisième résolution*

L'AGE a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter la résolution référencée au point 2 ci-dessus et qui devra désormais se lire de la manière suivante:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à dix-huit millions cent soixante mille euros (18.160.000,-EUR) représenté par cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) actions d'une valeur nominale de cent EURO (EUR 100,-) chacune.

Le capital autorisé est fixé à trente millions cinq cent mille (EUR 30.500.000,-) qui sera représenté par trois cent cinq mille (305.000) actions d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la publication de l'acte notarié documentant la création du capital autorisé, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé par des contributions en numéraire ou en nature. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

En cas d'apport en numéraire et dans les limites indiquées dans le deuxième paragraphe de cet article 5, le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel d'actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant toute ou partie de cette augmentation de capital. Les augmentations de capital pourront également se faire contre apports en nature, notamment par conversion de prêts en capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du détenteur en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.»

Pour cette résolution, un total de cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) actions pour un total de cent quatre-vingt et un mille six cents (181.600) votes ont été valablement exprimés soit en personne, ou par le biais d'une procuration, représentant cent pour cent (100%) du nombre total d'Actions présentes ou représentées à l'AGE.

Cette résolution a été adoptée par vote unanime.

#### *Évaluation des frais*

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes, qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à 1.300.-EUR.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au bureau de l'AGE, dont les membres sont connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, état civil et domicile, lesdits membres ont signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Arnaud Fostier, Jan Merckx, Joana Cardoso, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation: EAC/2015/30015. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 21 décembre 2015.

Référence de publication: 2015206958/117.

(150232742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

**Morgan Stanley Chaldene S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 130.929.

**Brasserie des poulets s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 25, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 169.575.

—  
RECTIFICATIF

1. L'acte de dissolution de Morgan Stanley Chaldene S.à r.l., passé devant le notaire Henri Beck en date du 30 juillet 2015, a été publié dans le Mémorial C n° 2639 du 26 septembre 2015, pages 126667 et suivantes, sous un en-tête erroné, qu'il y a lieu de rectifier comme suit:

*au lieu de :*

"Brasserie des poulets s.à r.l., Société à responsabilité limitée. Siège social : L-1212 Luxembourg, 25, rue des Bains. R.C.S. Luxembourg B 169.575." (laquelle société n'est en rien concernée par ladite publication),

*lire :*

"Morgan Stanley Chaldene S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle. Siège social : L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf. R.C.S. Luxembourg B 130.929."

2. Le sommaire du même Mémorial C n° 2639/2015, figurant à la page 126625, doit être corrigé en conséquence, par la suppression de la ligne "Brasserie des poulets s.à r.l. ... 126667" et l'ajout d'une ligne "Morgan Stanley Chaldene S.à r.l. ... 126667"

Référence de publication: 2015207517/24.

---

**Bainbridge Poland SCSp, Société en Commandite spéciale.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 200.416.

—  
A titre informatif, veuillez noter que SEPTEN HOLDING MANAGEMENT S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 198.007, gérant de la Société, a change sa dénomination sociale en Bainbridge Poland Management S.à r.l..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015174931/12.

(150194439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Babcock & Wilcox Global Sales & Services, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.  
R.C.S. Luxembourg B 185.777.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015174930/9.

(150194705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Bliss Quarter Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 185.845.

—  
RECTIFICATIF

Les comptes annuels modifiés au 31 décembre 2014 déposés antérieurement le 19/10/2015 sous la référence L150188113 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015174933/12.

(150194483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Bureau d'Assurances KARTHEISER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9160 Ingeldorf, 8, route d'Ettelbruck.

R.C.S. Luxembourg B 152.311.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015174941/9.

(150194028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Blum Audit Conseil Courtage (B.A.C.C. Lux) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3440 Dudelange, 30, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 64.800.

*Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 21 septembre 2015*

*Première résolution*

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de la société COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A. de sa fonction du commissaire aux comptes.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide à l'unanimité de nommer au mandat de commissaire aux comptes la société COMSERV S.à r.l., établie et ayant son siège social 54, boulevard Napoléon 1<sup>er</sup> à L-2210 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B195.591 pour une durée de 6 ans. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme

FIDCOSERV S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015174959/19.

(150194226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**BBB Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 191.914.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Marcus J. DIJKERMAN

*Gérant A*

Référence de publication: 2015174943/13.

(150194613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Black Phoenix S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7243 Bereldange, 66, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 148.407.

Le bilan au 31 décembre 2013 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015174954/9.

(150194618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---



**BlueBay Structured Funds, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 108.083.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 27 octobre 2015, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable 'BlueBay Structured Funds' ont pris les résolutions suivantes:

- réélection des membres du conseil d'administration de la société 'BlueBay Structured Funds'. Désormais, le conseil d'administration de la société est composé comme suit, jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016:

- \* Claude Niedner
- \* Luigi Passamonti
- \* Nicholas Williams
- \* Henry Kelly
- \* Craig Tennier

- renouvellement du mandat de Deloitte Audit S.à r.l. en leur fonction de réviseur d'entreprise de la société pour une durée d'une année, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2015174956/21.

(150194136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**BlueBay Structured Funds, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 108.083.

Les comptes consolidés au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2015174957/11.

(150194137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**BM Parts S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 84.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Référence de publication: 2015174960/10.

(150194320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**BWXT Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 169.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015174967/9.

(150194741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Lux Fourstar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 200.547.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat d'apport de parts sociales daté du 14 octobre 2015 que Rhombus Investments L.P. a cédé les 20.000 parts sociales qu'il détenait dans le capital social de la Société à Alliance Data Lux Financing S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181593.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme  
Lux Fourstar S.à r.l.

Référence de publication: 2015175204/17.

(150194181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Càput International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.  
R.C.S. Luxembourg B 67.642.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015174969/9.

(150194336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Conseil Concept Cheminées S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5650 Mondorf-les-Bains, 13, route de Remich.  
R.C.S. Luxembourg B 146.718.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015174981/9.

(150194060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Caladan SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 161.389.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015174986/10.

(150194338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Caladan SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 161.389.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015174987/10.

(150194339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Canopea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 178.098.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour CANOPEA S.à r.l.*

Référence de publication: 2015174988/10.

(150194218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Captiva Capital (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2172 Luxembourg, 39, rue Alphonse Munchen.

R.C.S. Luxembourg B 100.941.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015174989/10.

(150194634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**MA. GA. Project and Financing S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 108.010.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Par jugement rendu en date du 10 juillet 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme MA.GA. PROJECT AND FINANCING S.A. avec siège social à L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.P. Pescatore, de fait inconnue à cette adresse.

Pour extrait conforme

Me Louisa Silcox

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2015175262/14.

(150194708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Carinae Group S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 164.196.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015174990/9.

(150194009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Carshop International S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 102.575.

—  
La société USCARS IMPORT SARL, établie et ayant son siège social à L-9390 Reisdorf, 44, route de la Sûre, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 97.856, représentée par son gérant, dénonce le siège de la société CARSHOP INTERNATIONAL SA, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 octobre 2015.

*Pour la société USCARS IMPORT SARL*

Maître Roy REDING

*Le mandataire*

Référence de publication: 2015174993/13.

(150194493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Compagnie d'Investissement du Sud S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1148 Luxembourg, 12, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 157.000.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la société tenue en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015*

Les résolutions suivantes ont été prises par l'actionnariat de la Société en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015:

- Il est décidé d'accepter avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015 la démission de Madame Jessica Schaedler, née le 31 mars 1982, demeurant professionnellement au 65, Talstrasse, 8001 Zurich (Suisse).

- Il est décidé de nommer Monsieur Patrick D'Andria, né à Avignon (France), le 2 novembre 1976, demeurant professionnellement au 41 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) au poste d'administrateur, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Pour extrait

*Pour la société*

Référence de publication: 2015175012/16.

(150194287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Mena Advertising S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 165.990.

---

EXTRAIT

Par résolution écrite de l'actionnaire unique en date du 21 octobre 2015, l'actionnaire unique a décidé d'adopter les résolutions suivantes:

1. La démission de Monsieur Christophe Gaul de son mandat d'administrateur a été acceptée par l'actionnaire unique.
2. La démission de Madame Constance Collette de son mandat d'administrateur a été acceptée par l'actionnaire unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2015175256/16.

(150194329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Kaderma S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4963 Clemency, 9bis, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 169.004.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015175189/10.

(150194622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Kint4 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4959 Bascharage, 45, Zone Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 145.746.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour KINT4 S.A.*

Référence de publication: 2015175190/10.

(150194440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**KS Holding Group, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 181.116.

Je soussigné, Khofiz Shakhidi, déclare par la présente que je démissionne de mon poste de gérant de catégorie A de la société KS Holding Group S.à r.l., enregistrée sous le numéro RCS B181116

Cette démission prend effet au 14 octobre 2015.

Fait à Luxembourg, le 14 octobre 2015.

Christopher John Seybold.

Référence de publication: 2015175192/11.

(150194497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**LJ 51 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6680 Mertert, 6A, rue Haute.

R.C.S. Luxembourg B 154.412.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015175193/9.

(150194415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Macinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 69.736.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue le 12 octobre 2015.*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Madame Christine MILAN et Monsieur Gilbert MILAN, sont réélus administrateurs A, et les sociétés FMS SERVICES S.A. et S.G.A. SERVICES S.A., sont réélues administrateurs B pour une nouvelle période de 6 ans.

Monsieur Eric HERREMANS est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

*Pour la société*

MACINVEST S.A.

Référence de publication: 2015175263/14.

(150194900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Lux'Mburger S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9224 Diekirch, 1, route d'Erpeldange.

R.C.S. Luxembourg B 163.973.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 30 septembre 2015*

L'Assemblée acte la nouvelle adresse de Monsieur Mare REIFF, administrateur unique, à savoir: 1, route d'Erpeldange L-9224 Diekirch. Elle confirme que son mandat d'administrateur arrivera à échéance lors de l'assemblée générale devant approuver les comptes annuels de 2017, assemblée générale qui se tiendra en 2018.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Un administrateur*

Référence de publication: 2015175207/15.

(150194459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Le Grand Chêne S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 123.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Le Grand Chêne S.A.*  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2015175198/11.

(150194432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Lux Labey Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-8220 Mamer, 27, rue du Commerce.  
R.C.S. Luxembourg B 176.998.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015175205/9.

(150194481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Lux'Mburger S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9224 Diekirch, 1, route d'Erpeldange.  
R.C.S. Luxembourg B 163.973.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015175206/10.

(150194458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**LuxChallenger S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 160.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015175209/9.

(150194657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**La Chamade S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 1, place de Paris.  
R.C.S. Luxembourg B 88.099.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour LA CHAMADE S.A.*

Référence de publication: 2015175210/10.

(150194255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Lamda Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 67.845.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour LAMDA INVESTMENTS S.A.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015175215/11.

(150194471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Larkas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 44.369.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015175216/9.

(150194478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Lauze S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 112.352.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015175218/9.

(150194549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Lintgen 1 S.C.I., Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-4392 Pontpierre, 19, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg E 5.022.

EXTRAIT

Suivant assemblée générale extraordinaire des associés du 23 octobre 2015 de la société civile LINTGEN 1 S.C.I., établie et ayant son siège social au 19, rue d'Esch, L-4392 Pontpierre, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro E 5.022, Monsieur Paulo Antonio Goncalves Teixeira, né le 22.02.1975 à Vila Pouca de Aguiar (Portugal), demeurant à L-5740 Filsdorf, 12, rue des 3 Cantons, a été révoqué de ses fonctions de gérant de la société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23.10.2015.

Référence de publication: 2015175223/15.

(150195266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

---

**Amigo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6440 Echternach, 57, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 94.368.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015175579/10.

(150195245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

**Alian S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 93.007.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015175570/10.

(150195066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

**AREIM Holding 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: SEK 120.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 132.896.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Référence de publication: 2015175585/10.

(150195649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

**Alima S.à r.l. & Cie, Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 22.538.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/10/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2015175573/12.

(150195328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

**Alima S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 22.537.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/10/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2015175572/12.

(150195379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

**ALC Financing & Trading S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 174.481.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015175569/11.

(150194956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---